

Après l'échec de la conférence intergouvernementale de Bruxelles, 12-13 décembre 2003, qui devait adopter le projet de «constitution européenne»

Leur Europe est en miettes!

(voir pages 6-7)

Non au paquet fiscal 2001!

(voir page 2)

Le 4 mars 2001, le peuple a refusé pour la deuxième fois, l'adhésion à l'Union européenne. Les partisans de l'adhésion ont parlé de « dimanche noir. »

Le 19 octobre dernier, les partis traditionnels de la bourgeoisie s'effondrent, sous la sanction politique combinée de la défection de leur électorat et de la poussée du Parti socialiste. Cela ressemble bien à un autre « dimanche noir ».

Une même relation entre ces deux faits : la volonté deux fois exprimée de rejet des directives de l'Union européenne de la part des travailleurs et du peuple.

Le Temps du 22 décembre revient sur l'« erreur » de Couchepin à propos d'une AVS à 67 dans ces termes : « *A moins de cinq mois des élections fédérales, le coup est difficilement rattrapable. On ne s'en rendra vraiment compte qu'au soir du 19 octobre. Les radicaux se sont fait étriller comme les démocrates-chrétiens* ». Comment, une simple « erreur » serait-elle la cause de la plus grave défaite électorale du PRD et du PDC ?

N'est-ce pas après avoir fait voter par une large majorité du Parlement une loi de privatisation du secteur de l'électricité que le peuple a soutenu le référendum de l'USS, puis rejeté la LME en septembre 2002 ?

N'est-ce pas après avoir fait voter la 11^{ème} révision de l'AVS qui porte l'âge de la retraite des femmes de 64 à 65 ans, que les travailleurs ont manifesté massivement à

Editorial

Les élections fédérales et la politique d'intégration à l'UE

par Alexandre Anor

Berne contre cette révision ? Aussi, à l'appel des syndicats, plus de 80.000 signatures sur le référendum ont été réunies en 48 heures. N'est-ce pas un fait sans précédent, qui en dit long sur les aspirations populaires ?

Curieusement, personne ne fait la relation entre la libéralisation du marché de l'électricité et l'augmentation de l'âge de la retraite. Il y a en a une précisément : les deux attaques découlent des décisions prises par le sommet de Barcelone de l'UE.

Comme s'il n'y avait pas de rapport entre la politique du gouvernement et du Parlement et les exigences de l'Union européenne !

Comme si, aux yeux du peuple, il n'y avait pas de lien entre la libéralisation et les scandaleuses affaires Swissair, Rentenanstalt, le démantèlement des services publics et la remise en cause des

assurances sociales et le vote sanction lors des élections fédérales ...!

C'est pour ces raisons qu'il est important de suivre le cours de la « Constitution européenne ». Projet qui n'a pas pu être adopté par le sommet de Bruxelles, et dont l'échec est le produit direct de la pression des Etats-Unis sur une Europe qu'ils ne conçoivent qu'à leur botte. En même temps, une crise sans précédent s'est ouverte dans l'Union européenne.

La Suisse est évidemment concernée, car l'adoption de la « Constitution » signifierait une brutale accélération de la remise en cause des droits et conquêtes ouvrières.

Pour cela, il est urgent de connaître le contenu de la « Constitution » européenne. A l'instar du Syndicat SSP, nous proposons d'ouvrir un large débat au sein des syndicats, dans le Parti socialiste, pour mieux s'opposer aux privatisations, à la régionalisation et à la destruction des nations. Le SSP, constatant que « *la politique de privatisation des services publics et le soutien que la Commission européenne apporte aux intérêts des multinationales, estime que la Constitution européenne confirme la politique néolibérale et la complète avec des normes antisociales et antidémocratiques.* » Une prise de position qui renforce concrètement le combat contre la politique de libéralisation de l'UE, contre le budget d'austérité de Maastricht.

André Eicher, vice-président du SSP

Luttons contre le paquet fiscal 2001!

Dans une procédure semblable à un coup d'Etat, le Parlement a décidé d'énormes rabais d'impôts, en dépit des réserves tenant au droit constitutionnel, au fédéralisme, à la politique financière et, notamment du point de vue syndical, à la politique sociale. Le paquet fiscal contient

a) des allègements dans l'imposition de la famille;
b) un changement de système dans l'imposition du logement;
c) des allègements portant sur le droit de timbre.

Le manque à gagner lié au paquet fiscal s'élève à quelque 4 milliards de francs (Confédération 1,5, cantons 2,5 milliards). Ce sont surtout les allègements dans l'imposition de la famille et le changement de système dans l'imposition du logement qui sont controversés. Cette réforme bénéficie surtout à ceux qui gagnent bien leur vie. Par contre, les petits et moyens revenus en sont pour leurs frais. Qui plus est, la Confédération, les cantons et les communes devront réduire leurs prestations, notamment dans le domaine social, afin de financer ces cadeaux fiscaux.

Famille : il est prévu d'accorder deux tiers des allègements fiscaux à 7 % de ménages à haut revenu. Qui met dans sa poche 120'000 francs économise en moyenne 2'800 francs. Les autres 93 % n'économisent rien du tout ou ne reçoivent qu'un sucre de 100 francs. Visiblement, on veut supprimer par étapes l'impôt fédéral, progressif, et le remplacer par des impôts moins sociaux, par exemple la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

Logement : l'imposition de la valeur locative est supprimée alors que les déductions temporaires d'intérêts débiteurs et de frais d'entretien de n'importe quel montant restent possibles. La nouvelle réglementation favorise de toute évidence les propriétaires vis-à-vis des locataires, ce qui viole manifestement l'égalité de traitement, un droit constitutionnel !

Les conséquences de ce paquet fiscal pour les citoyens et les employé-e-s des services publics sont désastreuses. Primo, il s'agit d'une redistribution pure et simple du bas vers le haut. Les milieux qui font du battage pour la « responsabilité personnelle » en profitent sur le dos des petits et moyens revenus. Les riches sont de plus en plus riches, les pauvres de plus en plus pauvres. Secundo, les fonds nécessaires à la Confédération, aux cantons et aux communes se rétrécissent comme une peau de chagrin, de sorte que les pouvoirs publics ne sont plus à même de financer leurs tâches et pres-

tations. Les bourgeois sapent les prestations de l'Etat et mènent une campagne ciblée de démantèlement social, ce qui ne manquera pas de se répercuter sur le service public (destruction d'emplois, baisse de salaires, détérioration générale des conditions et travail, etc.) Mais cela ne suffit pas : entre-temps, le Parlement a adopté un premier train de mesures d'économies représentant 3,5 milliards de francs. Un deuxième train équivalent à 2,5 milliards de francs d'économies est sur les rails. Quant aux cantons, ils ont déjà décidé ou mis en œuvre des programmes d'économies atteignant des milliards et ils en

préparent des nouveaux. Les mesures d'économies drastiques concerneront toutes les sphères de la vie : le social, l'instruction, la santé, les transports publics, etc. Tout cela laisse présager des retombées sociales dévastatrices. Seule une défaite cuisante peut remettre les bourgeois à leur place !

Le SSP s'oppose donc résolument au paquet fiscal 2001. Il a contribué substantiellement au lancement du référendum, et il jouera un rôle de leader dans la campagne de votation. Le concept de campagne est en cours d'élaboration.

7.1.2003, André Eicher

COMMENTAIRE

Application des critères de Maastricht

Le paquet fiscal est la suite logique de l'« Objectif budgétaire 2001 » que le Conseil fédéral a fait passer en 1998. Cet « Objectif » avait pour but d'atteindre l'équilibre des comptes de la Confédération en inscrivant dans la Constitution un article limitant, à partir de 2001, le déficit à au plus 2% des recettes. Ce mécanisme, appliqué depuis, oblige la Suisse à aller encore beaucoup plus loin que les critères de convergence de l'Union européenne, comme le relevait une déclaration de l'UCPO qui appelait à voter NON :

« La politique de pillage des peuples au nom de la dette qui a frappé et frappe encore les pays du Sud s'applique désormais en Europe, imposée par les institutions de Bruxelles. Les critères de convergence du traité de Maastricht imposent en effet que le déficit budgétaire n'excède pas 3% du PIB, et la dette 60% du PIB. L'application de ces critères conduit d'ores et déjà dans toute l'Europe - dans les pays membres aussi bien que dans ceux qui sont candidats à l'adhésion - à la destruction brutale des acquis sociaux. Il est

aujourd'hui question, avec la mise en place de la monnaie unique et du « Pacte de stabilité », de durcir les critères de convergence. Tout comme les critères de convergence, l'article constitutionnel fixe des normes obligatoires en termes de déficit budgétaire. La décision du Conseil fédéral d'imposer l'article constitutionnel est un pas supplémentaire dans le sens d'une adhésion à l'Europe de Maastricht, au mépris de la volonté populaire exprimée le 6 décembre 1992. » Le Conseil fédéral ne faisait d'ailleurs pas mystère du lien entre l'Objectif budgétaire et l'intégration à l'Europe de Maastricht, comme on le voit dans cet extrait du numéro 150 du *Journal* qui présentait l'article constitutionnel : « Si nous ne faisons rien, la Suisse ne respectera plus les "critères de Maastricht" avertit Kaspar Villiger, cité par le *Journal de Genève* du 17 juin, qui ne se cache désormais plus des intentions qui sont les siennes : asséner aux travailleurs les attaques les plus brutales, celles qu'exige le traité de Maastricht, charte officielle du néolibéralisme en Europe. »

La méthode utilisée pour appliquer les mesures d'économies (coupes dans les budgets sociaux et, en parallèle, cadeaux fiscaux) s'inscrit également dans la continuité, comme le faisait remarquer l'article déjà cité du numéro 150 du *Journal* : « ...il (le Conseil fédéral) prend toutes les mesures jugées adéquates pour équilibrer le budget de la Confédération d'ici à l'an 2001, alors même que les cadeaux les plus insensés sont systématiquement offerts aux «investisseurs» pour satisfaire les «marchés». Le Conseil fédéral, après la coûteuse réforme des PTT - Télécom se prépare par exemple à déboursier 1,5 milliard pour «le maintien de la qualité de l'infrastructure des CFF», dans le cadre de la réforme qui vise à offrir le «free access». C'est ainsi qu'il entend, explique-t-il avec cynisme, «assumer ses responsabilités vis-à-vis des futures générations» par la destruction de l'emploi et des services publics, par la plus parfaite austerité budgétaire, qui devient le prétexte à une remise en cause brutale des acquis sociaux et de la valeur de la force de travail. »

Daniel Hofer

INTERVIEW

BILLET

Graziano Pestoni, secrétaire syndical et député PS du Tessin
Tessin: attaques très graves tant sur la politique financière que sur les prestations sociales

◆ Depuis une dizaine d'années, comme partout en Suisse, les salariés de la fonction publique et parapublique du canton du Tessin sont confrontés à des attaques très dures contre les conditions de travail. Au cours de cette période, il y a eu des pertes importantes, mais la mobilisation et la résistance syndicale a pu limiter les dégâts. En particulier, il a été possible d'empêcher toute privatisation de services publics.

Le budget 2004 présenté par le



gouvernement a toutefois marqué une nouvelle étape dans cette attaque et un changement de nature. L'attaque, cette fois, ne concernait plus seulement les salariés, mais aussi et en premier lieu l'Etat lui-même, à travers les services sociaux, de la santé, scolaires et l'environnement (le projet prévoyait notamment la vente de forêts et de terrains propriété du Canton et la suppression du service forestier qui aurait eu des conséquences graves sur la gestion de l'environnement). La raison officielle consistait à justifier la nécessité d'effectuer des économies. En effet, une série de baisses d'impôt au cours des cinq dernières années ont provoqué la perte de 250 millions de francs par année (par rapport à un déficit de 300 millions). Les

bénéficiaires de ces baisses ont été les riches : Ainsi, si une famille de 4 personnes, au revenu annuel brut de 50'000 francs, a pu bénéficier de 1'042 francs, la même famille, mais avec un revenu de 250'000 francs, bénéficie de 18'800 francs !

Quels ont été les moments forts de cette mobilisation ?

Cette attaque a provoqué le 12 novembre un débrayage des enseignants dans la presque totalité des écoles tessinoises de tous les niveaux. Le 3 décembre, nous avons eu à Bellinzona une manifestation contre le budget, qui constitue un fait historique. D'une part, cela a été la plus grande manifestation de mémoire d'homme : plus de 15'000 personnes, le record précédent étant de 5'000 participants. D'autre part, la manifestation était officiellement organisée par 22 associations et syndicats touchant toute la société (associations de parents d'élèves, étudiants, responsables des institutions sociales, associations du secteur social et de la santé, ...), réunie dans un *Comité pour la défense des acquis sociaux, de l'école, du service public et de l'emploi*. La manifestation a porté ses fruits. Déjà, avant le débat au Parlement, la commission compétente a renoncé à un certain nombre de mesures de régres-

sion. Mais aussi, les associations adhérentes du comité ont décidé de continuer la lutte ensemble, permettant ainsi de multiplier l'effet des prises de position du syndicat des services publics. Ces éléments permettent de regarder avec un certain optimisme l'échéance du 16 mai sur le référendum fiscal lequel, encore une fois, donnera quelques miettes aux salariés, mais en même temps un coup mortel aux finances publiques et par conséquent à la société. Par exemple, une famille de 4 personnes avec un revenu brut de 90'000 francs gagnera 155 (!) francs à l'année. La perte globale de recettes de la Confédération, des cantons, et des communes, s'élèvera à 4 milliards de francs !

Quel rapport avec le paquet fiscal ?

Le Parlement tessinois a refusé de soutenir le référendum des Cantons contre les baisses d'impôts prévues par la Confédération et sur lesquelles il faudra voter le 16 mai prochain. En d'autres termes, le gouvernement pratique la politique des caisses vides pour tenter de mieux imposer des mesures d'économie qui provoquent une dégradation sociale très importante pour la grande majorité de la population.

Réd.

Billet du comité de rédaction

Après l'élection du Conseil fédéral

◆ Après les élections fédérales et après l'élection du Conseil fédéral, le démantèlement se poursuit et s'accélère : le deuxième paquet fiscal, qui implique des coupes budgétaires sévères dans les budgets sociaux notamment, le vote de la loi sur La Poste, la décision de privatiser les express et l'annonce de la régionalisation des salaires par la direction de La Poste...

Le comité national avait affirmé dans un communiqué que le vote en direction des candidats du PSS constituait un mandat contre le démantèlement social et que les élus socialistes devaient le défendre y compris au niveau du Conseil fédéral. L'exemple du Tessin, où la conseillère d'Etat socialiste a refusé les coupes budgétaires, est de ce point de vue un exemple à suivre. Moritz Leuenberger devrait s'y conformer et prendre position contre la fermeture des bureaux de poste. C'est dans ce sens que se prépare une délégation genevoise.

Dans ce contexte, la succession de la présidente du PSS, Christiane Brunner, pose la question de la continuité de la politique que le Parti socialiste a amorcé à partir du Congrès de Lugano. Le comité de rédaction de l'UCPO considère qu'il est nécessaire de prendre des initiatives permettant d'affirmer que le PSS doit rester le parti du service public et des assurances sociales, qu'il doit maintenir une orientation d'unité avec les syndicats.

Abonnez-vous!

Je m'abonne au Journal de l'Union des cercles pour une politique ouvrière
 20 numéros: 30 francs (pli fermé)
 Prix de soutien: 50 francs

Nom, prénom..... **Talon à envoyer à:**
 UCPO, case postale 1
 Adresse..... 1211 Genève 28
 Versements:

ÉVÉNEMENT

Compte-rendu de la réunion du 13 décembre 2003

Comité national pour la défense des services publics et contre les privatisations

◆ *Le 13 décembre 2003, le comité national pour la défense des services publics et contre les privatisations s'est réuni à Berne. Nous relevons ci après quelques extraits de la discussion.*

Luc Deley (syndicaliste fonction publique)

Pourquoi faut-il un comité national regroupant des syndicalistes et des militants du PS ? Nous sommes tous membres de syndicats. Pour renforcer le combat syndical, il faut une vision politique. C'est pourquoi nous sommes intervenus dans le cadre de la campagne électorale. Nous avons lancé une déclaration visant à préparer les élections, pour une autre majorité, pour une autre politique.

La déréglementation est souvent la traduction en Suisse des directives de l'UE. C'est le cas pour La Poste, les CFF, pour le statut des fonctionnaires fédéraux, l'accord sur les marchés publics, les télécommunications, la prestation de services... et cela continue. C'est le cas de l'offensive contre l'AVS.

Pour le développement des services publics, il faut un Etat, des lois nationales... Or la « Constitution » européenne comprend la création de régions et l'affaiblissement des Etats nationaux. En conséquence de quoi, l'UE se propose de remplacer les services publics par des « services d'intérêt général ».

Michel Guillot (président Communication Poste région GE)

Le syndicat Communication a pris des positions très dures, notamment sur la libéralisation du dernier kilomètre. Nous sommes prêts à lancer le référendum. À propos de La Poste, il y a une discussion sur l'initiative et le contre-projet. Le contre projet n'assure pas le financement. Le service universel n'est pas inscrit non plus. Il est remplacé par le service d'intérêt général, qui est au cœur de la « Constitution » européenne. En fait, la Suisse s'aligne sur l'UE, et c'est très dangereux.

Notre patron, Ulrich Gygi, veut dénoncer la CCT parce qu'il veut diminuer les salaires de l'ordre de 15 à 20%. Il n'y parviendrait pas pour l'instant. Nous lancerons un préavis de grève si c'est nécessaire, ce qui nous placerait dans une situation inédite.

André Eicher (Vice-président du SSP)

La situation est de plus en plus difficile dans les cantons. Au Tessin, l'Etat aurait dû financer les écoles privées, cela a été refusé, heureusement. A Berne, on diminue le nombre des leçons à l'école, on agrandit les classes. Au mois de mai, nous votons sur le paquet fiscal, et c'est très dangereux si cela passe. C'est inadmissible que la Confédération prenne des décisions aux

effets aussi graves sur les cantons. Pour le SSP, cela va être une campagne que nous allons mener avec de grands moyens.

Alexandre Anor (Membre du PSS, comité de rédaction du Journal de l'UCPO)

Il y a eu une conférence ouvrière européenne en septembre à Paris. Nous avons beaucoup discuté de la « Constitution » européenne, qui mène au transfert de compétence des Etats vers l'UE.. Désormais, les lois européennes seraient obligatoires, et primeraient sur les législations nationales. Les acquis ne sont pas mentionnés dans la « Constitution ». Les Etats doivent appliquer sans pouvoir adapter. C'est très dangereux pour ce qui con-

cerne le mouvement ouvrier, qui s'appuie sur les lois, les règlements...

Depuis dix ans, le Conseil fédéral cherche à appliquer directement la politique de l'UE. Or, les droits démocratiques qui existent en Suisse sont incompatibles avec la politique de l'UE.

Décisions

Constituer un réseau pour échanger les informations ; Sur cette base, dresser un mémorandum ; Avec le mémorandum, rencontrer le Parti socialiste suisse, pour poser la question de la situation au lendemain des élections fédérales, et des initiatives qui doivent être prises pour défendre les conquêtes sociales et démocratiques.

INTERVIEW

Michel Guillot, président Communication Genève Poste

Il y a un lien direct, à ton avis, entre la politique de démantèlement de La Poste et la politique d'intégration à l'UE ?

Pour l'intégration, je ne peux pas l'affirmer, mais ce qui est sûr, c'est que le Conseil fédéral, et en particulier Moritz Leunenberger, s'inspire de la politique de l'Union européenne pour pousser les régions à s'adapter à la concurrence telle qu'elle est définie à Bruxelles, alors qu'il n'est même plus question que la Suisse adhère. Du reste, Christian Levrat, président central de Communication, a affirmé lors de la conférence nationale en défense des services publics, le 16 septembre 2003, qu'il fallait réfléchir à deux fois avant de continuer stupidement dans la direction de l'adhésion à l'Union européenne.

De son côté, le DETEC (Département fédéral de l'énergie, des transports et des communications) ne cesse de répéter que l'on doit s'aligner sur l'Europe.

Concrètement ?

Cela amène à la suppression du

monopole de La Poste au niveau des colis dès janvier 2004, la limitation du monopole sur les lettres dès janvier 2006, voire de s'aligner sur l'Union européenne, et de limiter le monopole à 50 grammes dès 2009. On voit que ça va très vite !

Nous n'acceptons pas. Nous devons discuter sur l'initiative « Poste pour tous », savoir si nous la maintenons. Cela dépend du contre-projet. (voir ci-dessus).

Quant à Swisscom, si elle perd son épave de force contre le Conseil fédéral et qu'il décide de libéraliser le « dernier kilomètre », le syndicat Communication lancera le référendum.

Et on a des chances de gagner ?

Certainement : c'est la même logique que pour le marché de l'électricité. Nous avons une infrastructure qui a été mise en place, financée par les deniers publics, et que l'on veut aujourd'hui vendre. C'est brader une richesse commune.

On voit d'ailleurs en général, et c'est vrai également à pro-

pos de La Poste, que la population veut résister, défendre les services publics. Les gens ne comprennent pas pourquoi on veut non seulement libéraliser, mais, dans les faits, saborder le service public. La Poste appartient à tout le monde.

Comment as-tu apprécié les récentes élections au Parlement fédéral ?

Le PSS a été le seul parti à dire ouvertement : « Nous sommes pour la défense des services publics ». C'est ce qui explique ses résultats, en légère augmentation cette année. Il y a eu une mobilisation autour du PS, qui a pris des positions claires à ce propos. C'est le seul parti gouvernemental impliqué.

Le peuple répond à l'appel du parti qui dit : « Il faut défendre les services publics ». La question qui se pose, c'est celle du respect, à tous les niveaux, de ce mandat. Et cela pose la question de la politique de Moritz Leunenberger à la tête du DETEC. Il est socialiste. Il doit lui aussi respecter le mandat.

M. R.

Mobilisation pour sauver des offices de poste Conférence de presse du 25 novembre 2003

◆ *A Genève, les offices de poste du Grand-Pré, de la Cluse et des Acacias doivent fermer leur porte dès l'année prochaine. Les habitants de ces quartiers se sont réunis en associations pour mener le combat pour préserver leurs offices. Ensemble, elles ont réuni plus de 18.000 signatures contre les fermetures.*

Unité: à tous les niveaux, on refuse la politique du Conseil fédéral

Mardi 25 novembre, ces groupements organisaient une conférence de presse à laquelle ont participé, outre les représentants des quartiers, la conseillère aux Etats, Christiane Brunner, le conseiller administratif, Manuel Tornare, le président du syndicat de la Communication, région de Genève, Michel Guillot, le représentant du SSP, Luc Deley. Le Parti socialiste et l'Association radicale du Petit Saconnex soutiennent également les revendications.

Le Conseil fédéral doit prendre position

Le conseiller administratif Manuel Tornare a apporté le soutien des autorités de la ville de Genève, notamment celui du maire, Monsieur Ferrazino, qui se prononcent pour le

maintien des offices de poste. « C'est inacceptable » a martelé Manuel Tornare, « le Conseil fédéral doit prendre clairement position » au sujet de La Poste, une institution « essentielle » pour la population. Il demande à la Confédération d'assurer les tâches du service public. Christiane Brunner a réaffirmé son soutien aux services publics. Elle a rappelé qu'« il faut que le Parlement fédéral accepte que le service postal universel coûte de l'argent. » « Il faut s'adresser à tous les parlementaires. » Et de rappeler que « l'avenir de La Poste se jouera à Berne et nulle part ailleurs. »

Michel Guillot, président du Syndicat Communication à Genève, a informé que 900 bureaux ont déjà été fermés, mais M. Gygi prévoit 900 autres fermetures. Pour y réussir, « M. Gygi compte sur les commissions d'accompagnement qui ne sont qu'un alibi bidon. La Poste doit rester une entreprise de la Confédération, nous nous opposons à son démantèlement et à sa privatisation ».

Luc Deley du SSP a rappelé le soutien de son syndicat au combat contre la restructuration de La Poste et a souligné le rôle des « services d'intérêt général » utilisés pour détruire le service public. Il a salué l'unité des forces politiques et syndicales ainsi que le soutien des autorités municipales. Les représentants des groupe-

ments d'habitants ont exprimé leur inquiétude devant ce qu'ils considèrent comme une régression du service public postal.

Régression du service postal

Ainsi, pour le canton de Genève, La Poste a déjà fermé les bureaux de Russin, Dardagny, Céligny, Laconnex, Presinge, Choulex, Soral, Miremont et Grange-Canal. Pour la seule ville de Genève, il est prévu un total de 15 offices soit deux de moins qu'en 1950, alors que, dans la même période, la population est passée de 145'000 à 182'000 habitants, soit une progression de 25 %. Les groupements sont déterminés à organiser de nouvelles actions pour empêcher ces fermetures.

La Poste du Grand-Pré est en danger !

La fermeture de l'office du Grand-Pré est prévue pour le 29 février 2004. Mais l'avenir de celle de la Servette n'est pas assuré ! Le groupement de ce quartier, s'appuie sur plus de 7000 signatures d'habitants et sur le soutien apporté par les partis, syndicats, autorités municipales et cantonales (voir communiqué du Conseil d'Etat). Le groupement a organisé avec succès le rassemblement de 200 personnes qui ont manifesté la matinée du 6 décembre devant leur poste.

Alexandre Anor

Soutien du Conseil d'Etat genevois

« Dans un courrier adressé à Monsieur Moritz Leuenberger, le Conseil d'Etat a réaffirmé sa position selon laquelle La Poste doit demeurer un service public. Le gouvernement genevois n'accepte pas de voir des quartiers gravement pénalisés dans leur vie sociale, dans le quotidien de leurs commerçants et dans celui de l'ensemble des habitants, pour mener à bien, sans autre considération, une politique de rationalisation.

La résistance ne désarme pas

Le scénario selon lequel les prix de La Poste continueraient d'augmenter alors que les prestations dans un même temps s'amenuiseraient, s'avère malheureusement réaliste. Le Conseil d'Etat est déjà intervenu auprès de Monsieur Leuenberger à plusieurs reprises depuis le 18 janvier 2001, date à laquelle La Poste a dévoilé ses projets de réorganisation, pour défendre les intérêts des communes et des citoyens, avec peu d'effet jusqu'à ce jour, La Poste persistant

dans ses intentions. La résistance pourtant ne se dément pas, puisque le Conseil d'Etat a reçu d'un groupe d'usagers une pétition de plus de 6000 signatures.

Au vu de ce qui précède, le Conseil d'Etat demande une nouvelle fois à Monsieur Leuenberger de défendre énergiquement les intérêts des citoyens et d'intervenir auprès de La Poste afin que sa direction cesse de démanteler le réseau postal. »

Communiqué du Conseil d'Etat, 17.12.2003

Lettre à Moritz Leuenberger (extraits)

«... l'unité de vues qui s'est forgée n'a pas de précédent. Comme en témoigne la conférence de presse du 25 novembre dernier contre la fermeture de l'office de poste du Grand-Pré.

En présence de la conseillère aux Etats, Christiane Brunner, le conseiller administratif, Manuel Tornare, a apporté le soutien du Maire de Genève, Monsieur Christian Ferrazino, à la préservation des offices de poste et ainsi dénoncé l'attitude autoritaire, désinvolte et inadmissible de la direction de La Poste.

Les syndicats de la Communication et des Services publics sont intervenus pour montrer le parallélisme d'intérêts existant entre les employés de La Poste et les citoyens. Soulignant l'importance de cet office de poste, une entreprise de la construction a expliqué que le quartier se développe (...).

Présents également, le Parti socialiste du canton et l'Association radicale ont soutenu la même revendication : maintien de l'office de poste.

En tant que responsable du Département qui a à charge l'ensemble des services publics, en tant que représentant du Parti socialiste qui, parce qu'il est resté fidèle à la tradition sociale-démocrate de défense des services publics, est renforcé par ces élections, vous ne pouvez pas ne pas soutenir la revendication qui est à la fois celle des travailleurs des services postaux et de la population de Genève, comme l'attestent les dizaines de milliers de signatures réunies sur les lettres, pétitions, appels et bien entendu sur l'initiative "Services postaux pour tous" ».

Groupement des habitants du quartier de la Servette et du Grand-Pré

Leur Europe est en miettes

◆ *La Conférence inter-gouvernementale des Etats membres de l'UE, qui devait adopter le projet de Constitution de l'UE, a échoué à le faire les 12 et 13 décembre derniers. C'est d'autant plus surprenant que les gouvernements présents étaient et restent entièrement d'accord sur les objectifs à atteindre, en matière de déréglementation, de remise en cause des conquêtes et d'offensive cointre la souveraineté des nations.*

Sous la botte américaine...

Une fois encore, il est démontré qu'en dehors de la lutte indépendante des opprimés et des exploités, il n'y a pas d'issue positive. Sauf si l'on considère que la morgue du président Bush — qu'il ne saurait être question d'identifier avec le peuple américain — a quelque chose à voir avec la démocratie. Une fois encore, il est démontré par les faits que démocratie et impérialisme, démocratie et gouvernement Bush sont incompatibles.

De ce point de vue, il est intéressant, à partir de ces données, c'est-à-dire la place de l'impérialisme, de relever qu'il y a plus qu'une concomitance entre l'arrestation de Saddam Hussein, le samedi 13 décembre, et « l'échec » de la Conférence intergouvernementale, le même jour. L'échec de la conférence (quelles que soient les péripéties ultérieures) serait motivé par la « position de la Pologne et de l'Espagne », qui, bien sûr, sont les instruments du gouvernement Bush.

Même pour un observateur superficiel, l'échec de la conférence intergouvernementale est le produit direct de la pression américaine, qui ne saurait souscrire qu'à une Europe à sa botte, ce qu'elle impose d'ailleurs depuis bien longtemps, mais pas encore suffisamment à son gré.

De même, ce n'est pas Saddam

Hussein, ni aucun des « chefs d'Etat » du Proche et Moyen-Orient, qui saurait conduire une lutte conséquente contre l'oppression impérialiste.

Il suffit de rappeler que Saddam Hussein a été l'allié fidèle des Etats-Unis dans une guerre contre l'Iran qui a duré huit ans. Guerre dans laquelle ont été sacrifiés des centaines de milliers d'Irakiens et d'Iraniens.

La botte yankee en Europe, c'est par exemple imposer un dollar faible pour rendre moins chers à l'exportation les produits américains et rafler les marchés concurrents. Plus le dollar baisse par rapport à l'euro, plus les problèmes s'aggravent pour les entreprises de la zone euro, qui restent dépendantes dans leurs capacités exportatrices.

Sur ce plan, en est-il autrement en Irak, d'où les dirigeants américains ont décidé d'exclure les « entreprises » européennes ?

Est-ce forcer le raisonnement que de considérer que, d'une

part, la faillite de l'Europe de Bruxelles (des 15 ou des 25) et de la « Constitution » européenne de Giscard, sous la pression des dirigeants américains qui veulent accélérer encore plus la marche à la destruction des nations européennes, et, d'autre part, la volonté de destruction de la nation irakienne sous les coups de la « coalition » du Pentagone ont les mêmes racines ?

A contrario, n'est-ce pas en se plaçant, en Europe comme en Irak et partout, sur le terrain de la lutte indépendante qu'il sera possible de préserver (et de renforcer) l'indépendance des nations, qui, dans les conditions présentes, ne saurait être séparée du combat pour préserver conquêtes et droits sociaux ?

Car il s'agit d'un même combat contre le système de la propriété privée (capitaliste) des moyens de production, inséparable de la lutte pour le socialisme.

Le 14 décembre 2003.

Subordination totale à Bush

Le sommet des 15 chefs d'Etat et de gouvernement, outre les conclusions de la présidence, a adopté en annexe une « déclaration concernant les relations transatlantiques ».

Citons sans commentaires quelques extraits de cette véritable ode à la soumission à l'ordre de l'impérialisme américain, et de Bush en particulier :

« § 1. — La relation transatlantique est irremplaçable.

§ 2. — C'est sur des valeurs partagées et sur des intérêts communs que repose notre partenariat avec les Etats-Unis et avec le Canada (...).

§ 7. — La relation UE-OTAN est une expression importante du partenariat transatlantique.

§ 8. — L'UE se réjouit des ré-

sultats encourageants de la réunion tenue le 18 novembre avec le secrétaire d'Etat Colin Powell.

§ 9. — Les relations transatlantiques vont au-delà des gouvernements. Les liens entre les milieux d'affaires et les sociétés en constituent le fondement. »

Est-il besoin de préciser que cette déclaration de véritable allégeance a été adoptée à l'unanimité, le 12 décembre, dès le début du sommet ? Et le président du Conseil européen, Silvio Berlusconi, de déclarer que cet accord « reconnaît l'importance de l'OTAN » et « plaira certainement à nos amis américains » (AFP, 12 décembre).

Pour tout déréglementer, il y a eu unanimité au sommet européen et pas moins de 94 points ont été adoptés en deux heures

Le sommet européen des 15 chefs d'Etat et de gouvernement des 12 et 13 décembre, marqué par la crise que l'on sait sur le projet de Constitution européenne, avait d'abord traité « les affaires courantes ». Ce sommet s'était ouvert le vendredi 12 à 14 heures, et dès 16 h 40, (sans doute avant), figuraient sur son site les conclusions de la présidence, c'est-à-dire les décisions du sommet. Pas moins de 94 points dans ce relevé de conclusions !

Parmi ceux-ci :

- L'action européenne dite « pour la croissance », qui consiste en fait en une privatisation des réseaux de transport par l'appel aux capitaux ;
- L'approbation des travaux du sommet social extraordinaire tripartite (commission, présidence de l'Union européenne, CES et patronat européen) et du rapport de la « Task Force » sur l'emploi poussant à accélérer la déréglementation des marchés du travail

- Le renforcement de la coopération policière et judiciaire européenne, ainsi que la marche à la création d'un prétendu « droit d'asile européen », qui ne peut que signifier la remise en cause de toutes les garanties existantes en matière de droit d'asile dans chacun des Etats nationaux ;

- Le « dialogue interconfessionnel avec les différentes religions et communautés de pensée », c'est-à-dire en particulier pour la France la négation de toute notion de séparation des Eglises et de l'Etat. Voilà quelques aspects de ce que les 15 chefs d'Etat et de gouvernement ont bouclé en un temps record : pour continuer à privatiser, déréglementer et s'attaquer à la démocratie, ils sont tous d'accord, avec ou sans projet de Constitution européenne.

Une réévaluation complète de la politique américaine vis-à-vis de l'Europe

C'est une réévaluation complète de la politique américaine vis-à-vis de l'Europe que préconisait, il y a trois mois, le *Weekly Standard*, un des lieux quasi institutionnels de débat des cercles dirigeants américains. Ils le disent eux-mêmes dans cette revue : l'impérialisme américain, « pour ses propres bénéfices », a soutenu, et même impulsé « l'intégration européenne » (l'euro, le traité de Maastricht, etc.) comme un instrument pour ouvrir et déréglementer les marchés européens et disloquer les nations européennes. Mais aujourd'hui, encore plus qu'hier, il ne peut exister d'Europe capitaliste qu'à la botte des Etats-Unis.

La crise profonde du système de la propriété privée des grands moyens de production, la concurrence acharnée qui en résulte pour le contrôle de marchés aux capacités d'ab-

sorption sans cesse plus limitées exigent, du point de vue de l'impérialisme le plus puissant, d'étrangler encore plus l'Europe, de ne pas laisser à ses gouvernements la moindre marge de manoeuvre économique et militaire. La hausse de 45 % depuis 2001 de l'euro face au dollar asphyxie les économies des pays européens.

Ce cadre, accepté par tous les gouvernements sans exception en Europe, les conduit à s'attaquer, avec une brutalité inouïe, à toutes les garanties, à tous les droits ouvriers et démocratiques, à la moindre conquête de civilisation.

Le *Weekly Standard*, en représentant politique des intérêts impérialistes, est amené à lancer un grave avertissement :

« En fin de compte, les décideurs américains devraient savoir que la plus grande menace pour les Etats-Unis résultant des ambitions européennes vient de la situation intérieure

de l'Europe. »

Et d'expliquer :

« Les Européens de la rue sont frappés d'horreur par les pertes de souveraineté déjà enregistrées au profit de Bruxelles. La dynamique d'intégration européenne n'est pas populaire, elle est uniquement portée par les élites politiques, et il y a des signes d'insatisfaction grandissante dans la population (...), des signes d'agitation politique plus large (...). Au cours des trois dernières années, les électeurs en Irlande et au Danemark ont rejeté les plans grandioses d'intégration européenne et les sondages avant le référendum du 14 septembre en Suède suggèrent que les Suédois pourraient imposer une autre punition aux euro-fédéralistes (le non à l'euro l'a effectivement emporté en Suède — ndlr).

Les risques pour la stabilité en Europe sont évidents. »

Invitant le gouvernement amé-

ricain à la discrétion — « La seule chose qui pourrait rendre plus déterminés les Européens à aller de l'avant dans leurs projets serait l'idée que les Etats-Unis essayent de les stopper » —, l'article recommande entre autres un bouleversement du dispositif diplomatique et militaire américain en Europe :

« Renforcer les liens politiques et militaires des Etats-Unis avec les Européens de l'Est. Déplacer nos troupes actuellement stationnées en Allemagne vers la Bulgarie, la Roumanie et peut-être vers d'autres pays serait une bonne chose, comme l'a été la proposition faite aux Polonais d'avoir un rôle dirigeant dans l'Irak d'après guerre. »

Cela n'explique-t-il pas les lignes de force apparues dans la négociation entre gouvernements européens, qui ont empêché l'adoption du projet de « Constitution » ?

C'est la guerre...

L'euro atteint un nouveau record historique

L'euro a atteint un nouveau plus haut historique lundi; à 1,2322 dollar. Les responsables américains affirment constamment vouloir une monnaie forte, mais ils prennent soin de préciser que c'est aux marchés de fixer sa valeur, ce qui est interprété comme un signe que le gouvernement s'accommode très bien d'un billet vert affaibli. C'est l'euro qui s'est le plus apprécié face au dollar, puisqu'il a gagné 45 % depuis 2001.

(AFP)

De l'autre côté de l'Atlantique

Pourquoi le sommet européen de Bruxelles des 12 et 13 décembre n'a-t-il pu par-

venir à adopter le projet de « Constitution » européenne, accélérant ainsi une crise sans précédent de l'Union européenne?

Une partie de la réponse se trouve de l'autre côté de l'Atlantique. Le *Weekly Standard* est un hebdomadaire politique influent de la frange « néo conservatrice » de la bourgeoisie américaine, qui a soutenu la politique étrangère de Bush. Sur toute la couverture de son numéro daté du 22 septembre dernier s'étalait un titre sans équivoque :

« Contre l'Europe unie », avec cette précision : « Un nouveau super-Etat européen n'est sans doute pas dans l'intérêt des Européens, et certainement pas dans celui de l'Amérique. »

Correspondant

Les documents publiés dans ces pages sont extraits de *Informations internationales*, dossier d'information hebdomadaire édité par l'Entente internationale des travailleurs et des peuples

Pour tout contact: Informations internationales

Entente internationale des travailleurs et des peuples
87, rue du Faubourg- Saint-Denis - 75010 Paris - France
Tel : (33 1) 48 01 88 E. mail : eit.ilc@fr.oleane.com

Abonnement à *Informations internationales*

10 n° : 10 • ; 20 n° : 20 • ; 30 n° : 30 • ; 40 n° : 40 • ...
incluant le soutien à la diffusion internationale du bulletin.
Abonnement de soutien 1 an : 100 •
10 numéros : 16 francs suisses ; 7 livres ; 10 dollars ; etc.

Nom :

Prénom :

Adresse :

Pays :

E.mail :

Chèques à l'ordre de CMO (adresse ci-contre).

Directeur de la publication : Daniel Gluckstein

Conférence des 20 et 21 décembre 2003

Pour la défense du code du travail, pour la reconquête des droits et garanties

◆ *Les 20 et 21 décembre 2003 s'est tenue à Kiev (Ukraine) la première conférence pour la défense et la reconquête des conquêtes d'octobre 1917, avec à son ordre du jour la défense du Code du travail soviétique (KZOT). Plus d'une trentaine de militants ukrainiens et une délégation de l'Entente internationale des travailleurs, composée de militants de Roumanie et de France, ont débattu pendant deux jours. Vitaly Koulik, secrétaire de l'organisation Borotba (la lutte) répond à nos questions.*

Le slogan de la conférence, c'est « défense et reconquête du code du travail soviétique ». Peux-tu l'expliquer ?

Le KZOT soviétique fait partie des îlots des conquêtes d'octobre 1917 : droit au travail, droit au repos et tout un complexe de droits garantis aux ouvriers. La campagne pour sa défense et sa reconquête est la base pour la défense et la reconquête de toutes les conquêtes d'Octobre. L'Ukraine est le dernier pays issu de l'URSS où le Code du travail s'applique encore. Il y a eu des modifications, certes, mais l'essentiel a été préservé, bien qu'il ne soit plus appliqué dans de nombreuses entreprises, comme l'ont expliqué les camarades de Métrostroï (l'entreprise de construction du métro). C'est pourquoi nous parlons aussi de reconquête.

Dans la conférence, tu as dit que ce sont la Banque mondiale et l'Union européenne qui ont exigé cette réforme ?

Après l'accord de coopération entre l'Ukraine et le FMI (1992), la Banque mondiale a publié en 1994 une étude exigeant une réforme de fond du système social, publiée sous

forme de livre. Les recommandations de la Banque mondiale touchent tous les secteurs : Code du travail, éducation, protection sociale. Mais la bourgeoisie ukrainienne n'a pu la mettre en œuvre. C'est seulement en 2003, sous la pression directe de l'Union européenne (avec laquelle l'Ukraine négocie un statut de « voisinage ») que sont tombées les mesures de destruction du KZOT et de réforme des retraites. L'Ukraine a déjà signé un accord avec le Conseil de l'Europe, selon lequel elle doit harmoniser sa législation du travail avec les directives européennes. Cet « euro-idiotisme » assomme les gens. Il s'agit de liquider tout notre système de défense sociale au nom des exigences de Bruxelles.

Peux-tu te reporter douze ans en arrière, lorsque l'Ukraine est devenue indépendante, et dire dans quelles conditions s'est produite cette indépendance ?

C'était l'euphorie. Nous pensions tous que l'Ukraine indépendante serait un pays avec une économie forte, que la protection sociale et les conquêtes seraient maintenues. Il y avait une masse d'illusions, qui ont disparu aujourd'hui. La rupture des liens économiques avec les autres républiques et les rapports capitalistes ont détruit, de fait, l'économie.

En 1992-1993, l'Ukraine a connu une sérieuse dépression économique. Des centaines d'entreprises se sont arrêtées net, des milliers ont été licenciés, sans aucune protection. L'économie a été pillée, accompagnant le déchaînement du gangstérisme. C'est une période que nous avons appelé « la gueule de bois ». Maintenant, l'économie fonctionne à nouveau, mais à quel prix ? Au prix de la destruction de toutes les conquêtes. C'est pourquoi, même si, formellement, l'Ukraine est indépen-

dante, nous appelons cette indépendance une « indépendance dépendante », car le pays est en réalité dépendant du FMI, des crédits de la Banque mondiale, des directives de l'Union européenne, de l'impérialisme américain...

En précisant « défense et reconquête », vous précisez que le lien n'est pas rompu entre votre histoire et le présent. Comment s'établit la relation entre la défense et la reconquête en Ukraine et les problèmes posés dans les autres pays d'Europe ?

Octobre 1917 n'a pas permis d'arracher des conquêtes seulement en URSS. Grâce à Octobre, les travailleurs du monde entier, et tout d'abord ceux d'Europe de l'Ouest, ont pu arracher toute une série de conquêtes, de droits, car leurs bourgeoisies ont dû céder pour éviter la révolution. Quand l'URSS a été détruite, il n'y a plus eu ce facteur de peur et la bourgeoisie a engagé une offensive d'ampleur sans précédent contre nos droits. C'est

une tendance mondiale. En ex-URSS, on ressent cela très fort, car on sait qu'on est les premiers sur la liste.

Encore une chose : bien que nous n'en soyons pas membres, nous ressentons de plein fouet les processus d'intégration à l'Union européenne, nous subissons ses diktats. Si, en Europe, il y a une résistance à ces directives, comme le fut la victoire du non au référendum en Suède, comme le sont tels ou tels reculs obtenus contre les fermetures d'usines ici ou là, la résistance dans notre pays est plus faible. Les dirigeants des partis de gauche et des syndicats ont totalement trahi et on en revient à la situation de 1917.

C'est pourquoi la lutte des travailleurs d'Europe contre Maastricht et notre lutte de défense et de reconquête des conquêtes d'Octobre sont une seule et même chose.

Pour la prochaine conférence, nous cherchons la participation des délégués des autres républiques de l'ex-URSS, car, je le répète, la défense et la reconquête du KZOT est le problème de tous les travailleurs de l'ex-URSS et du monde entier.

Adresse aux militants ouvriers et syndicalistes adoptée par la conférence (Extraits)

Dans l'ex-URSS, l'Ukraine est le seul pays où le KZOT soviétique était encore en application, comme conquête issue de la Révolution d'Octobre 1917. Dans le KZOT soviétique subsistaient des éléments garantissant des droits aux travailleurs : droit au travail, droit au repos, accords collectifs, droits des syndicats, etc. Aujourd'hui, le gouvernement veut nous priver de ces droits.

(...) Nous, participants à la conférence « Comment défendre le KZOT ouvrier ? », appelons les forces politiques, toutes les organisations ouvrières d'Ukraine à s'unir pour la défense et la reconquête des conquêtes d'Octobre. Nous appelons à la constitution d'un front unique ouvrier en défense de nos droits !

Nous devons non seulement défendre, mais reconquérir les conquêtes d'Octobre !
Nous devons dire NON à la réforme du KZOT !
NON au diktat de l'UE, de la Banque mondiale et du FMI !
Oui à un front unique ouvrier en défense du KZOT soviétique.

IRAK

Campagne internationale «contre l'occupation, pour les droits ouvriers en Irak»

Réunion du premier congrès des conseils ouvriers et syndicats d'Irak à Bagdad

Les responsables du syndicat UUI nous ont fait parvenir un compte rendu du congrès qu'ils viennent de tenir le 8 décembre 2003, à Bagdad. En dépit de l'attaque de leurs locaux par les troupes d'occupation américaines, en dépit de l'arrestation de nombreux cadres et dirigeants de leur syndicat, le congrès a pu se tenir dans une situation extrêmement difficile. Après 7 mois de travail incessant, le Comité préparatoire à la fondation de conseils ouvriers et de syndicats en Irak (PCFWCUI) a tenu son congrès à Bagdad, le 8 décembre 2003. Ce congrès était l'aboutissement de l'activité et des efforts déployés par les militants et membres du PCFWCUI pour rassembler les travailleurs dans les conseils ouvriers et les syndicats, pour constituer de tels conseils et syndicats partout à travers le pays.

Au terme de 7 heures de discussion, les participants ont adopté un cahier de revendications, ainsi qu'un projet de code du travail dont ils demandent l'application.

Ils ont élu leur direction syndicale et adopté une résolution dissolvant le PCFWCUI, pour proclamer la Fédération des conseils ouvriers et syndicats d'Irak (WCUI).

La discussion du congrès a porté sur les revendications immédiates et les questions qui assaillent les travailleurs.

Le congrès a dégagé les perspectives de construction ainsi que le plan d'action du syndicat.

Les participants ont exprimé leur fierté de voir participer au congrès non seulement les délégués de Bagdad, mais également des délégués venus de tout le pays, de la région méridionale de Bassora jusqu'au nord du pays avec des délégués de la région de Sulaimaniya ainsi que de Kirkuk, Nassiriyah, Ramadi, Hilla, Kut.

Ce congrès a été la preuve pour chacun que les travailleurs d'Irak refusent tou-

tes divisions selon des critères religieux.

Le congrès a prouvé qu'en dépit de la situation politique en Irak, qu'en dépit des tentatives de division selon des critères religieux, ethniques ou basés sur la nationalité, les travailleurs peuvent s'unir.

Alors que les luttes intestines pour le pouvoir ravagent et divisent les forces anti-ouvrières liées à la droite, les travailleurs ont démontré qu'il

était possible de créer leurs syndicats libres et indépendants.

Vive la solidarité ouvrière!
Vive la force de la classe ouvrière!

Le congrès de la Fédération des conseils ouvriers et syndicats d'Irak (WCUI)

Bagdad, le 10 décembre 2003

MUMBAI

Déclaration de la Conférence de Mumbai, 6 et 7 décembre 2003

◆ *Nous nous sommes réunis en Conférence à Mumbai, les 6 et 7 décembre 2003, pour la défense des droits des masses travailleuses et de leurs organisations, pour la défense de la souveraineté nationale et de l'intégrité des nations et des Etats, pour la paix et la solidarité entre les peuples de ce continent. 85 délégués sont venus de diverses régions de l'Inde, du Bangladesh, du Pakistan. Des délégués de France, des Etats-Unis et d'Azanie (Afrique du Sud) étaient présents. Nous avons reçu des messages de soutien des Philippines, d'Afghanistan, de Corée du Sud, de Malaisie, du Sri Lanka.*

Au moment où l'impérialisme mondial et ses instruments, le FMI et la Banque mondiale, tentent dans le monde entier de dresser les peuples les uns contre les autres au nom de différences ethniques ou religieuses, d'organiser des guerres et des massacres, les participants tiennent à souligner que dans la conférence de Mumbai, travailleurs et organisations ouvrières d'Inde, du Bangladesh et du Pakistan se sont réunis pour affirmer par delà les frontières :

Non à la guerre ! Défendons tous ensemble les droits de la classe ouvrière et ses acquis dans chaque pays, défendons l'indépendance de classe de ses organisations. (...)

Une discussion a eu lieu. Y a-t-il une raison quelconque qui pourrait justifier que le mouvement ouvrier abandonne sa lutte séculaire pour la défense des intérêts de classe des travailleurs? C'est un fait, la situation est difficile, et des pressions s'exercent pour que les syndicats renoncent à agir comme syndicats et participent à la mise en œuvre des politiques gouvernementales. Le processus de désindustrialisation affaiblit les bases d'action des syndicats. Dans le même temps, un consensus s'est dégagé dans notre conférence sur le fait que partout, les peuples tentent de riposter. (...)

Tous ensemble, quelles que soient nos positions sur d'autres sujets par ailleurs, nous avons répondu en affirmant : le mouvement ouvrier existe et doit préserver son indépendance en tant que tel. Les travailleurs ont leurs propres intérêts à défendre et ils ont le droit à leurs propres organisations.

• Nous avons écouté les délégués de Chittagong, qui ont expliqué pourquoi le port de Chit-

tagong, et qui dessert tous les pays de la région, ne doit pas être privatisé et vendu à la multinationale américaine SSA. (...)

• Nous avons entendu d'autres délégués du Bangladesh expliquer comment 12 organisations de Chittagong se sont réunies et ont constitué un Comité de défense des travailleurs du port sur le mot d'ordre « *Chittagong n'est pas à vendre ! Le pays n'est pas à vendre !* » (...)

• Nous avons entendu des délégués d'Inde parler des réductions d'emploi massives et des fermetures d'entreprises se produisant dans différents secteurs de l'industrie comme le textile, la mécanique, l'industrie pharmaceutique, la chimie, etc. (...)

• Nous avons parlé de l'utilisation généralisée des contrats de travail sous-payés dans le secteur de l'énergie et de la situation misérable des 5000 employés de la compagnie BSES à Mumbai, appartenant au groupe Ambani's Reliance. En Inde, une vague sans précédent de privatisation déferle jour après jour. Le tissu industriel en Inde est déchiqueté. Après la destruction du secteur industriel, les secteurs maintenant menacés sont les services publics vitaux, les services financiers, le secteur des télécommunications, l'énergie. (...)

• Nous avons entendu les délégués du Pakistan expliquer les menaces et le harcèlement infligés par le gouvernement aux syndicats, comment les lois sur la négociation collective étaient foulées au pied. (...)

• Notre conférence de représentants du mouvement ouvrier a affirmé que les travailleurs et les peuples d'Inde, du Pakistan et du Bangladesh sont opposés à la guerre et prêts à combattre ensemble pour la paix et la fraternité entre les peuples. (...)

Nous ne sommes ni en opposition ni en concurrence avec toute autre initiative prise sur une base d'indépendance de classe. Par conséquent, la volonté de la conférence unanime, c'est que toutes les organisations du mouvement ouvrier prennent ensemble une initiative large pour la défense de l'indépendance de la classe ouvrière, la défense des droits syndicaux, la défense de l'indépendance de la nation, de la souveraineté des peuples.